

L'Europe face à un nouveau choc énergétique : coup de massue pour la croissance ?



L'escalade récente du conflit au Moyen-Orient, marquée par les tensions autour du détroit d'Ormuz et les perturbations de plusieurs infrastructures énergétiques régionales, ravive un risque que l'on croyait en partie contenu depuis 2022 : celui d'un nouveau choc énergétique.

La hausse des prix du pétrole et du gaz, combinée à l'incertitude géopolitique, pourrait freiner une reprise européenne déjà fragile. Pour l'Europe, qui reste fortement dépendante des importations d'énergie, le conflit iranien pourrait se traduire par un renchérissement durable des coûts et une inflation plus difficile à contenir pourrait freiner la reprise européenne déjà fragile.

Ormuz, épicentre du nouveau choc énergétique

Au Moyen-Orient, le conflit a rapidement dépassé le seul cadre militaire : le blocus du détroit d'Ormuz produit déjà des effets sur les prix mondiaux de l'énergie. Ce passage stratégique entre le golfe persique et l'océan indien concentrait avant la crise environ un cinquième des flux mondiaux quotidiens de pétrole et de gaz naturel liquéfié. En 2025, près de 20 millions de barils de brut et de produits pétroliers y transitaient encore quotidiennement, soit environ 20% de la consommation mondiale de liquides pétroliers. Les possibilités de contournement existent, mais restent toutefois insuffisantes pour compenser pleinement le rôle central d'Ormuz dans les échanges mondiaux.

Le conflit ne menace d'ailleurs pas seulement les routes maritimes : les infrastructures énergétiques ont aussi été la cible de bombardements. Des installations gazières iraniennes ont été frappées, tandis que Téhéran a également visé des sites énergétiques en Arabie saoudite, aux

Émirats arabes unis et au Qatar. Ces destructions ajoutent au choc logistique un choc de production : elles réduisent directement l'offre disponible de pétrole et surtout de gaz naturel liquéfié (GNL), accentuant dès à présent les tensions sur l'approvisionnement et les prix.

Le conflit ne menace pas seulement les routes maritimes ; les infrastructures énergétiques sont aussi la cible de bombardements.

Bien que l'Union européenne n'importe que 11% de son GNL et 12% de son pétrole du Moyen-Orient, la fixation des prix du pétrole se fait sur le marché international. L'onde de choc est déjà visible : le Brent, qui évoluait encore autour de 70 dollars le baril avant le déclenchement du conflit, a brièvement touché les 110 dollars au cours du mois de mars, avant de retomber sous les 100 dollars le 23 mars après les tentatives de désescalade du président américain.

Le prix du gaz sur le marché européen de référence (TTF) a, lui aussi, grimpé en flèche, passant d'environ 32 €/MWh avant le conflit à un pic de 63 €, avant de redescendre autour de 53 € le 23 mars.

Cela reste certes loin des niveaux extrêmes de 2022, lorsque les prix du gaz en Europe avaient dépassé les 300 €. Mais la situation n'en reste pas moins préoccupante. L'OCDE souligne que les marchés du gaz naturel sont relativement tendus et que les stocks saisonniers sont déjà épuisés en Europe. Cette situation ravive les tensions sur un marché gazier européen qui est pourtant déjà fragile depuis l'arrêt des importations russes.

Une flambée des prix qui menace la reprise européenne

Ces événements sont d'autant plus préjudiciables que l'économie européenne sort à peine de plusieurs années de chocs successifs. Après le covid-19 et la crise énergétique de 2022, l'enjeu n'était plus seulement de stabiliser les prix, mais de recréer les conditions pour retrouver de la croissance, restaurer la compétitivité et redonner de la visibilité aux entreprises. L'année 2026 devait être celle de la consécration de ces objectifs, mais la guerre en Iran risque précisément de freiner cette reprise encore fragile et d'instaurer de nouvelles incertitudes.

C'est ce qui ressort des [projections de la Banque centrale européenne](#) publiées ce mois de mars. Dans son scénario central où les prix s'établiraient en moyenne autour de 90 dollars le baril et 50 euros le MWh de gaz jusqu'au deuxième trimestre 2026, puis finiraient par diminuer, la BCE observe déjà une baisse de croissance. En effet, elle table désormais sur une croissance de 0,9% dans la zone euro pour 2026, soit 0,3% de moins que les projections de décembre 2025, « *en raison de l'escalade de la guerre au Moyen-Orient* ».

En parallèle, l'inflation est désormais attendue à 2,6% en 2026, alors qu'elle était prévue à 1,9%, avec un pic de 3,1% au deuxième trimestre 2026.

La BCE souligne d'ailleurs que le choc ne se limite pas à l'énergie : il se diffuse ensuite vers l'alimentation, certains services, les importations et les coûts salariaux. Dans ses projections de mars, elle anticipe ainsi une inflation alimentaire remontant à 2,9% en 2027. Le coût des biens importés par la zone euro repartirait nettement à la hausse.

Après -0,1% en 2025, la BCE anticipe +4,3% en 2026, principalement à cause du pétrole et du gaz plus chers.

La BCE souligne que le choc ne se limite pas à l'énergie; il se diffuse ensuite vers l'alimentation, certains services, les importations et les coûts salariaux.

Face à ce choc, les États-Unis apparaissent mieux préparés grâce à une production domestique plus importante. À l'inverse, l'Union européenne demeure structurellement dépendante des importations d'énergie et sort à peine d'une crise qui a déjà fragilisé sa base industrielle. Dans une Europe où les coûts de production demeurent élevés, un nouveau renchérissement du pétrole et du gaz risque de différer encore le redressement attendu.

La comparaison avec 2022 est donc inévitable, mais la réponse ne peut pas être identique. Les États européens avaient alors massivement amorti le choc par des aides d'urgence, parfois coûteuses et mal ciblées. Dans son [rapport](#) du 26 mars 2026, l'OCDE met d'ailleurs en garde contre des mesures trop générales : si elles sont rapides à déployer, elles ont un coût budgétaire élevé et affaiblissent les incitations à économiser l'énergie, alors même que les marges budgétaires sont désormais plus limitées. Les autorités européennes cherchent donc davantage à concilier soutien à court terme et résilience de long terme. Le Conseil européen de mars met l'accent sur la désescalade au Moyen-Orient et sur la sécurité énergétique, tout en réaffirmant l'importance de la compétitivité et de l'approfondissement du marché unique.

Des scénarios plus sévères en cas d'escalade

La BCE montre à quel point l'issue dépendra de la durée et de l'intensité du conflit.

Dans son scénario dit « adverse », où le choc énergétique se transmet davantage au reste de l'économie, la croissance tomberait à 0,6% en 2026 et l'inflation grimperait à 3,5%. Dans le scénario dit « sévère », qui suppose une hausse plus forte et plus persistante des prix de l'énergie ainsi que des effets indirects plus soutenus, la croissance serait ramenée à 0,4% en 2026, tandis que l'inflation atteindrait 4,4% cette année et perdurerait sur l'année 2027 (4,8%). Dans ce scénario, le pétrole culminerait à 145 dollars le baril et le gaz à 106 €/MWh au deuxième trimestre 2026.

Les scénarios les plus brutaux ne peuvent être écartés. L'histoire montre qu'un choc pétrolier au Moyen-Orient peut rapidement propulser les cours à des niveaux extrêmes. Lors de la révolution

iranienne de 1979 puis de la guerre Iran-Irak (1980-1988), le baril avait dépassé, en prix constants de 2026, les 150 dollars, contre environ 130 dollars lors de la crise de 2022. Or, les pertes d'exportation liées à ces épisodes étaient respectivement de 5,6, 4,1 et 3 millions de barils par jour, des pertes bien inférieures à celles liées au blocage du détroit d'Ormuz, atteignant 14 millions de barils par jour en mars. Si la situation actuelle devait s'installer, le choc pourrait donc être d'une ampleur inédite.

Le Luxembourg, une économie ouverte exposée au choc

Le Luxembourg est lui aussi touché : en tant qu'économie très ouverte et importatrice d'énergie, il subit rapidement les chocs extérieurs. Dans son [Conjoncture Flash](#) de mars 2026, le STATEC souligne que la fermeture du détroit d'Ormuz a déjà entraîné une forte hausse des prix de l'énergie et d'autres biens essentiels. Entre fin février et le 21 mars, le diesel a ainsi augmenté de 37% au Luxembourg, contre 16% pour l'essence. Le STATEC indique déjà que ce choc vient assombrir les perspectives pour 2026, alors qu'il tablait encore en février sur une inflation limitée à 1,8 % cette année comme en 2027.

La guerre en Iran ne constitue pas seulement une nouvelle séquence de volatilité des prix et d'incertitudes géopolitiques. Elle intervient précisément au moment où l'Europe cherchait à reconstruire un élan économique. Le conflit au Moyen-Orient ne condamne pas encore cette reprise, mais il la fragilise avant même qu'elle ne se consolide. Plus le choc durera, plus ce qui devait être une année de regain risque de se transformer en année sous tension.